

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 novembre 2024

Objet n° 17 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mmes Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; Mmes Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mme Ange-Raissa Uzaniga, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Sihame Haddioui, Echevine; Mme Lorraine De Fierlant, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur les dispositifs publicitaires - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 30 juin 2021 votant le règlement relatif à la taxe sur les supports de publicité commerciale pour les années d'impositions 2021 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la sécurité publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant la nécessité de freiner l'installation de dispositifs publicitaires pour des motifs environnementaux et esthétiques ;

Considérant qu'il n'est pas discriminatoire de distinguer les dispositifs publicitaires lumineux et non lumineux, afin d'avoir un effet dissuasif sur les dispositifs publicitaires ayant une forte visibilité publicitaire susceptible de représenter un danger pour l'usager de la route ;

Considérant que la distraction des conducteurs doit être évitée afin de garantir la sécurité du trafic ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de décourager l'utilisation des dispositifs publicitaires qui permettent le défilement de publicités successives ainsi que l'utilisation des outils publicitaires librement programmables et éclairés tels que les écrans numériques ayant certaines caractéristiques qui influencent la perception visuelle et le comportement de conduite des usagers de la route en raison d'une charge mentale et d'une distraction visuelle et cognitive accrues, augmentant de ce fait considérablement les risques d'accidents ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installations, de sorte qu'il ne puisse être reproché à la Commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Considérant que la nature même des établissements de commerce, d'activités ou d'industrie nécessite l'apposition d'une enseigne ayant pour vocation prépondérante d'informer le public de la localisation de tels établissements et de leur identité les uns par rapport aux autres et qui, par conséquent, ne saurait en aucune manière être assimilée à un dispositif publicitaire au sens du présent règlement ;

Considérant que les dispositifs publicitaires utilisés par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique pour leur compte personnel ne devraient, pour les mêmes raisons, pas non plus être considérés comme des dispositifs publicitaires au sens du présent règlement, cela ajouté au fait que ces supports revêtent une utilité d'intérêt général ;

Considérant que l'exonération de la taxe frappant les dispositifs publicitaires affectés exclusivement à une œuvre de bienfaisance, qui ne sont pas utilisés dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire

de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants ; qu'il est donc justifié que par le bais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;

Considérant que pour les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, une grande partie de la recette est affectée au financement et à l'entretien d'une tâche qui vise à satisfaire un besoin d'intérêt général ;

Considérant qu'il serait donc discriminatoire d'appliquer à cette catégorie de dispositifs publicitaires des dispositions identiques à celles auxquelles sont soumises les autres supports de publicité alors que ces redevables se trouvent dans une situation différente par nature ;

Considérant que, conformément à l'objectif de promotion de la vie sociale et culturelle, il est raisonnable d'exonérer de la taxe les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors de fêtes locales ou des événements qui figurent au programme des fêtes communales ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus, une taxe sur les dispositifs publicitaires dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« *dispositif publicitaire* », tout support en quelque matériau que ce soit, situé le long de la voie publique, visible de celle-ci, destiné à recevoir la publicité, par collage, agrafage, peinture, projection, ou par tout autre moyen graphique, quel que soit la technologie utilisée ;

« *publicité* », tout moyen matériel destiné à vanter auprès du public les mérites d'un produit, d'un bien, d'un service, d'une entreprise ou d'un événement ;

« *dispositifs publicitaires temporaires* », tout dispositif, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen et qui revêt d'un caractère occasionnel, événementiel ou momentané.

Article 3

La taxe annuelle est calculée par demi-mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

Les taux par mètre carré sont fixés au 1^{er} janvier 2025 comme suit :

- Pour les dispositifs publicitaires non lumineux : 144,59€ par mètre carré (Taux 1);
- Pour les dispositifs publicitaires lumineux : 260,57€ par mètre carré (Taux 2);
- Pour les dispositifs publicitaires équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur un même face : 781,70€ par mètre carré (Taux 3);
- Pour les supports numériques : 1.042,26€ par mètre carré (Taux 4);

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toute fraction de demi-mètre carré est arrondie au demi-mètre carré supérieur.

La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1^{er} janvier, quelle que soit la date de l'installation du dispositif.

Pour les dispositifs publicitaires temporaires ou les dispositifs essentiellement liés à un chantier, tels que ceux visés au Titre VI, Chapitre III, Section 1, articles 13 à 15 du Règlement Régional d'Urbanisme du 21/11/2006 (vinyes publicitaires ou assimilés, publicité sur bâche de chantier, publicités sur clôtures de chantier), le redevable peut solliciter le calcul de la taxe au prorata du nombre de mois d'installation effective du dispositif au cours de l'année. Tout mois calendrier entamé compte en entier.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale, au nom de laquelle et/ou au profit de laquelle le dispositif publicitaire est présenté ou à défaut le détenteur du dispositif publicitaire.

En cas de non-paiement de la taxe par la personne physique ou morale, au nom de laquelle et/ou au profit de laquelle le dispositif publicitaire est présenté ou à défaut le détenteur du dispositif publicitaire, le propriétaire du terrain ou du mur sur lequel se trouve le dispositif est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité du terrain ou du mur, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

Sont exemptés de la présente taxe :

1. Les dispositifs publicitaires installés en un lieu donné qui font connaître l'activité, le commerce ou l'industrie qui s'y exploite ;
2. Les dispositifs publicitaires utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
3. Les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
4. Les dispositifs publicitaires affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère

philanthropique, artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique ;

5. Les dispositifs publicitaires tombant sous l'application de la taxe communale sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur.

Article 6

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la Commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1^{ère} infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2^{ème} infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3^{ème} infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 30 juin 2021.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 novembre 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 november 2024

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Schepenen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; Mevr. Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mevr. Ange-Raissa Uzaniga, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Belasting op publiciteitsinrichtingen - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 30 juni 2021 tot goedkeuring van het belastingreglement op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg, voor de aanslagjaren 2021 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan; Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare veiligheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de installatie van publiciteitsinrichtingen om leefmilieu en esthetische redenen moet worden ingeperkt;

Overwegende dat het niet discriminerend is om lichtgevende en niet-lichtgevende publiciteitsinrichtingen te onderscheiden, om een ontraded effect te hebben op deze met een hoge zichtbaarheid van de reclame die waarschijnlijk een gevaar voor de weggebruiker vormt;

Overwegende dat een te grote afleiding van de bestuurders moet vermeden worden om het veilig verkeer te waarborgen.

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om de publiciteitsinrichtingen die de opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaten alsook de vrij programmeerbare, verlichte publiciteitsmiddelen zoals digitale schermen die bepaalde kenmerken bezitten die door een verhoogde mentale belasting en een verhoogde visueel-cognitieve afleiding inwerken op het kijk- en rijgedrag van weggebruikers, waardoor er een merkelijk verhoogd risico op ongevallen bestaat en daarom wordt het gebruik van dergelijke publiciteitsmiddelen nog meer ontraden;

Overwegende dat de aanslagvoeten redelijk zijn en zeker in verhouding staan tot de winsten die door dit type installatie worden gegenereerd, zodat aan de gemeente niet kan worden verweten geen rekening te hebben gehouden met de bijdragende capaciteit van de belastingbetalers;

Overwegend dat het noodzakelijk is dat een onderneming, activiteit of industrie een uithangbord aanbrengt met als voornaamste doel het publiek te informeren over de locatie van dergelijke bedrijven en hun identiteit ten opzichte van elkaar en die derhalve op geen enkele wijze kunnen worden gelijkgesteld met een publiciteitsinrichtingen in de zin van dit reglement;

Overwegend dat de onderstellen die door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut voor eigen rekening worden gebruikt, om dezelfde redenen ook niet als publiciteitsinrichtingen in de zin van het onderhavig reglement moet worden beschouwd, dit wordt toegevoegd aan het feit dat deze onderstellen van algemeen nut zijn;

Overwegend dat de vrijstelling van de belasting die is opgelegd voor het gebruik van publiciteitsinrichtingen die uitsluitend aan een liefdadigheidsinstelling toebehoren, die niet voor winstgevende of voor commerciële activiteiten worden gebruikt, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening op het grondgebied van de Gemeente van deze activiteiten aldus rechtstreeks en gunstig zijn gericht op het leven van zijn inwoners; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeentelijke autoriteiten door deze vrijstelling deze activiteiten steunen;

Overwegende dat bij publiciteitsinrichtingen waarvan de voornaamste functie bestaat in de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst, een groot deel van de inkomsten wordt besteed aan de financiering en instandhouding van een taak die ertoe strekt te voorzien in een behoefte van algemeen belang ;

Overwegende dat het daarom discriminerend zou zijn om voor deze categorie van publiciteitsinrichtingen dezelfde bepalingen toe te passen als op de andere publiciteitsinrichtingen, aangezien die belastingplichtigen zich in wezen gezien de aard in een verschillende situatie bevinden;

Overwegende, en in overeenstemming met de doelstelling tot de bevordering van het sociale en culturele leven, is het redelijk om de borden of publiciteitsinrichtingen geplaatst ter gelegenheid van de lokale feesten of deze van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten vrij te stellen van de belasting;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een belasting gevestigd op publiciteitsinrichtingen in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“*publiciteitsinrichting*”, elke drager in ongeacht welk materiaal die langs de openbare weg geplaatst is en die zichtbaar is vanaf de openbare weg en die bestemd is om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, nieten, beschildering, projectie of enig ander grafisch middel, ongeacht de gebruikte technologie;

“*publiciteit*”, alle materiaal dat bestemd is om de verdiensten van een product, goed, dienst, onderneming of evenement aan te prijzen bij het publiek;

“*tijdelijke publiciteitsinrichtingen*”, elke inrichting die tot stand is gebracht of die wordt gebruikt om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, nieten, verankering, beschildering, vasthechting, projectie of enig ander middel en die van occasionele, evenementgebonden of tijdelijke aard is.

Artikel 3

De jaarlijkse belasting wordt berekend per halve vierkante meter bruikbare oppervlakte. Onder bruikbare oppervlakte dient men te verstaan de oppervlakte geschikt tot het gebruik bij de aanplakking met uitzondering van de omlijsting.

De aanslagvoeten per vierkante meter worden op 1 januari 2025 als volgt vastgesteld:

- Voor de niet verlichte publiciteitsinrichtingen: 144,59€ per vierkante meter (Voet 1);
- Voor de verlichte publiciteitsinrichtingen: 260,57€ per vierkante meter (Voet 2);
- Voor publiciteitsinrichtingen die zijn uitgerust met een systeem voor achtereenvolgende of glijdende weergave van meerdere publiciteitsboodschappen op eenzelfde vlak: 781,70€ per vierkante meter (Voet 3);
- Voor de digitale onderstellen: 1.042,26€ per vierkante meter (Voet 4);

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijs. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Iedere fractie halve vierkante meter wordt tot een hogere halve vierkante meter afgerond.

Voor publiciteitsinrichtingen met meerdere vlakken wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal vlakken.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, wat ook de datum van installatie van de inrichting is.

Voor tijdelijke inrichtingen of voor publiciteitsinrichtingen welk essentieel zijn verbonden aan een werf, zoals deze bedoelt in Titel VI, Hoofdstuk III, Sectie 1, artikel 13 tot 15 van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening van 21/11/2006 (reclamedoeken of dergelijke, reclame op werfdekzeilen, reclame op werfafsluitingen), de belastingplichtige mag een berekening vragen naar evenredigheid van het aantal maanden van effectieve installatie van het onderstel gedurende het jaar. Iedere begonnen kalendermaand wordt als vol berekend.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in naam van wie en/of ten gunste van wie de publiciteitsinrichting wordt voorgesteld of zo niet de houder van de publiciteitsinrichting.

In geval van niet-betaling van de belasting door de natuurlijke of rechtspersoon in naam van wie en/of ten gunste van wie de publiciteitsinrichting wordt voorgesteld of zo niet de houder van de publiciteitsinrichting, de eigenaar van de grond of van de muur waarop zich het bord bevindt wordt beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

In geval van mede-eigendom, is de belasting verschuldigd voor de hele grond of muur, dat behoort aan het geheel van mede-eigenaars; echter wordt de belasting geëist volgens ieders individuele aandeel in deze mede-eigendom.

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

1. De publiciteitsinrichtingen die zijn geïnstalleerd op een welbepaalde plaats om de activiteit, handel of nijverheid die er wordt uitgebaat bekend te maken;
2. De publiciteitsinrichtingen die voor eigen rekening gebruikt worden door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut zonder winstoogmerk;
3. De publiciteitsinrichtingen die occasioneel geplaatst worden bij lokale feesten;
4. De publiciteitsinrichtingen uitsluitend bestemd voor een werk of organisme zonder winstoogmerk met een liefdadig, artistiek, literair, wetenschappelijk doel of instelling van openbaar nut;
5. De publiciteitsinrichtingen vallend onder de toepassing van de gemeentebelasting op publiciteitsinrichtingen die hoofdzakelijk bestemd zijn ter financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich in de openbare ruimte bevinden of zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Artikel 6

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis.

Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 - In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 8

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 30 juni 2021.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 november 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL